
Le nouveau modèle européen, d'Anthony Giddens

PRÉSENTATION CRITIQUE PAR JEAN NIZET

Le système de protection sociale qui constitue le fleuron des sociétés européennes depuis les années soixante a-t-il encore un avenir ? Si oui, lequel ? Telle est la question qu'Anthony Giddens aborde dans son dernier ouvrage, *Le nouveau modèle européen*¹. On sait que Giddens s'est d'abord fait connaître, dans les années septante et quatre-vingt, par une œuvre sociologique monumentale, largement ouverte sur les autres sciences humaines. Il s'est ensuite orienté vers le domaine de la politique en devenant, dans les années nonante, le conseiller de Tony Blair et en publiant plusieurs ouvrages sur la politique du Royaume-Uni. Il s'intéresse donc à présent aux questions de politique européenne.

Notre lecture de l'ouvrage est guidée par deux préoccupations. D'une part, nous présenterons les thèses politiques de l'auteur

en tentant de les relier à certains des apports de son œuvre sociologique antérieure². D'autre part, nous nous interrogerons sur les finalités que Giddens attribue aux politiques européennes.

Un modèle social contesté

Il existe bien, selon Giddens, un modèle social propre aux pays européens, même s'il comporte des différences selon les États. Il consiste à assurer une protection sociale importante dans les domaines du travail, de la santé, de l'éducation, dans une perspective de réduction des inégalités. Ces politiques sociales sont menées par des États interventionnistes, qui financent leurs interventions par des impôts élevés.

1 Hachette-Littératures, coll. « Telos », La Flèche, 2007.
Édition originale : *Europe in the Global Age*, Polity Press, Cambridge, 2007.

2 Pour une présentation de l'œuvre sociologique de Giddens, nous renvoyons à notre ouvrage : *La sociologie de Anthony Giddens*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2007.

Ce modèle est de plus en plus contesté. Pour d'aucuns, il aurait atteint ses limites. De nombreux analystes relèvent en effet la faible croissance des pays européens, en particulier si on la compare à celle des États-Unis : depuis les années quatre-vingt, le produit intérieur brut par habitant des pays de l'Europe des Quinze est nettement inférieur à celui des États-Unis, le chômage y est plus élevé, l'intégration économique des populations immigrées se fait plus difficilement, etc. Par ailleurs, les économies européennes sont confrontées au défi de la mondialisation. Dans ce contexte, ne faut-il pas se recentrer sur les priorités économiques ? Telle est la voie prise avec la Stratégie de Lisbonne lancée en 2000 et, plus encore, avec les réorientations auxquelles elle a donné lieu en 2005³ : elles privilégient les objectifs de croissance et d'emploi, tandis que les préoccupations sociales viennent au second plan.

Giddens conteste ce point de vue et ces choix politiques. Pour lui, bon nombre de politiques sociales ne constituent pas un handicap à la croissance, mais, bien au contraire, sont susceptibles d'offrir aux pays qui les mettent en œuvre des « avantages compétitifs » par rapport aux autres nations. Il argumente ce point de vue en montrant que les pays européens qui ont poussé le plus loin les politiques sociales — en particulier le Danemark, la Finlande et la Suède — sont aussi ceux qui obtiennent les meilleurs résultats économiques. Les politiques sociales sont donc, pour Giddens, tout à fait compatibles avec la croissance. Mais elles doivent être adaptées aux changements que connaissent nos sociétés depuis une trentaine d'années.

Pour caractériser ces changements, Giddens reprend une série d'analyses désormais largement admises. Dans le domaine éco-

nomique, il relève la tendance des grandes entreprises à organiser la production à l'échelle mondiale. Il souligne la montée en puissance de pays comme la Chine (pour la production des biens manufacturés) et de l'Inde (pour les services) ; il note que la forte compétitivité de ces pays repose désormais moins sur la faiblesse de leurs salaires que sur la qualité de leur technologie. Dans le domaine social, il relève les transformations des structures familiales et notamment l'affaiblissement des liens familiaux étendus et la multiplication des familles non conventionnelles (familles recomposées, adultes élevant seuls un ou plusieurs enfants, couples de personnes du même sexe, etc.).

Il reprend également des diagnostics qui lui sont plus personnels. Ainsi, la dimension culturelle de la mondialisation est, selon lui, au moins aussi importante que la dimension économique. Les médias comme la radio, la télévision ou l'internet nous mettent en contact avec des personnes, avec des réalités lointaines. Cela multiplie les repères qui sont à notre disposition lorsque nous posons des actes quotidiens, en particulier relatifs à notre corps (la manière de nous nourrir, de nous soigner, etc.) et à nos relations (nos amitiés, notre vie de couple, etc.). Ces domaines de notre vie ne sont plus commandés par la tradition, comme c'était le cas il y a trente ou quarante ans ; ils deviennent l'objet de décisions personnelles. C'est ce que Giddens appelle la « démocratisation du quotidien ». Cette expression signifie que les évolutions qui marquent depuis quelques décennies notre vie quotidienne sont assez similaires aux évolutions que nos sociétés occidentales ont connues avec l'avènement de la démocratie publique.

3 Le traité de Lisbonne de 2008 n'est pas abordé par Giddens, puisqu'il est postérieur à la sortie de son livre.

Des politiques adaptées aux changements économiques et culturels

Ces changements — et d'autres, que nous commenterons de manière plus incidente — ont des implications importantes sur les politiques sociales à mener dans différents domaines. Examinons dans le détail les analyses et les propositions de l'auteur dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Giddens part d'un diagnostic d'ensemble. Si l'on considère comme « pauvres » les personnes dont le revenu est inférieur à soixante pour cent du revenu médian de la population de leur pays, l'Europe des Quinze comptait, en 2005, environ six millions de pauvres, soit seize pour cent de sa population. Mais Giddens souligne l'hétérogénéité et surtout le caractère dynamique du phénomène de la pauvreté. Hétérogénéité, dans la mesure où les variations sont extrêmement fortes entre pays; dans la mesure aussi où, à l'intérieur d'un même pays, les régions pauvres présentent des situations et des dynamiques très différentes, depuis certaines régions rurales jusqu'à des zones industrielles qui ont connu des délocalisations d'entreprises. Par ailleurs, la pauvreté n'est pas, pour la plupart de ceux qui la vivent, une situation stable. Les sociétés modernes avancées sont plus fluctuantes que les sociétés antérieures, note Giddens, et la pauvreté y est davantage liée aux trajectoires individuelles des personnes: à la perte d'un emploi, à une période de maladie, à une rupture familiale, etc.

En conséquence, il faut mettre en place des politiques ciblées. Plus précisément, Giddens plaide pour une approche préventive et personnalisée: stabilisation des emplois faiblement rémunérés, programmes anticipés de recyclage pour les personnes

qui travaillent dans des secteurs menacés, offres de formation continue dirigées vers les personnes les moins qualifiées, etc. Certaines de ces mesures — comme des « comptes formation flexibles » — devraient accroître les capacités des individus concernés à mieux contrôler eux-mêmes leur devenir professionnel. Giddens plaide encore pour des formes d'entraide entre travailleurs en cas de licenciements collectifs, ainsi que pour une responsabilisation des entreprises en la matière. Il préconise aussi des mesures incitatives dirigées vers les populations les plus riches, comme des réductions d'impôts dans le cas d'actions philanthropiques.

Giddens aborde, dans le même esprit, d'autres domaines de la politique sociale, comme la politique du vieillissement, le multiculturalisme et la politique de migration, la politique éducative ou encore la politique de recherche et développement.

Enfin, il consacre un long paragraphe aux questions environnementales. Il prend ses distances par rapport à certaines tendances du mouvement écologiste, qu'il estime trop méfiantes par rapport aux sciences et aux technologies et trop hostiles au marché et à la croissance. Il relaie toute une série de mesures, qui vont de la limitation de la circulation des voitures en ville au renforcement des contrôles dirigés vers les entreprises polluantes, en passant par le remplacement du papier par les documents électroniques dans certaines administrations publiques. Mais son argument principal consiste à promouvoir l'innovation technologique en matière de production et d'utilisation d'énergie; il estime en effet que les politiques environnementales constitueront à l'avenir un des principaux vecteurs de croissance, de compétitivité et de création d'emplois.

Ces diverses mesures politiques — les unes déjà à l'œuvre dans certains pays, les autres pas encore — impliquent une révision importante du rôle joué par l'État. Quand, dans les années quarante, l'économiste et homme politique anglais William Beveridge a posé les bases de l'État providence, il estimait que celui-ci devait protéger les personnes contre les maux que sont la maladie, la misère, ou encore l'ignorance. Giddens pense qu'il ne faut plus envisager l'action de l'État en termes de protection contre les risques, mais bien lui assigner des objectifs de bien-être des populations dans les domaines évoqués plus haut : santé, travail, éducation, etc. Par ailleurs, l'État ne doit plus agir seul ; son rôle est désormais de réguler les actions de différents intervenants : entreprises, syndicats, ONG, pouvoirs supraétatiques, etc.

Quel leadership européen ?

Que faut-il penser de ces diverses analyses et propositions politiques ?

D'une part, on soulignera la multiplicité des données factuelles (statistiques, recherches diverses) que l'auteur brasse et la qualité des analyses qu'il propose, en appui aux propositions qu'il émet.

D'autre part, il convient de s'interroger sur les finalités qui guident les propositions politiques de l'ouvrage. On saluera la tentative de réhabiliter des politiques qui poursuivent des finalités telles que la justice sociale, le respect de la nature ou encore l'autonomie de l'individu. Pourtant, on a souvent l'impression que, pour l'auteur, ces politiques se justifient essentiellement par leur contribution à la croissance économique. En effet, le principal argument avancé pour défendre le modèle social européen est qu'il est susceptible de créer des « avan-

tages compétitifs », tandis que les politiques environnementales sont vues comme des opportunités de croissance économique. Or cet impératif économique ne fait l'objet d'aucune analyse. En particulier, les indicateurs qui mesurent la croissance ne sont pas discutés (or on sait que, par exemple, le « produit intérieur brut », auquel se réfère abondamment Giddens, prend en compte des activités économiques aussi problématiques que la production d'armement, la publicité pour le tabac, etc.). Le contraste est frappant entre cette carence dans l'analyse des réalités économiques, et le soin que Giddens met à comprendre, par exemple, la complexité des phénomènes de pauvreté, d'exclusion, ou encore de vieillissement.

On regrettera aussi que les politiques préconisées renvoient aux intérêts des seuls États européens et de leurs populations. Il y a peu d'analyses portant sur les répercussions des politiques — qu'elles soient économiques, sociales, environnementales, etc. — sur les populations des autres régions du monde. Prenons ici le cas des populations du Sud. Tout au plus trouve-t-on quelques regrets, énoncés de manière assez sommaire, concernant certains effets néfastes des politiques européennes. Ainsi, Giddens discute de manière fouillée les diverses options en matière de politique des migrations, et notamment l'option qui consiste à recourir de manière sélective à de la main-d'œuvre qualifiée, en fonction des besoins des pays d'accueil. Il s'intéresse beaucoup moins aux répercussions de ce type de mesures sur les pays dont les migrants sont originaires ; il se limite à déplorer le fait que les pays en question seront privés de certaines compétences (p. 192). De la même manière, s'il rappelle qu'une part considérable du budget de l'Union est consacrée au soutien de son agriculture, il ne fait qu'évoquer, en deux phrases, l'impact de ce protectionnisme agricole sur les

pays du Sud (p. 323). Ailleurs, le développement des biocarburants est vu comme une opportunité d'investissement pour les industries européennes dans des pays comme la Colombie (p. 276), sans qu'aucune analyse ne soit faite concernant les effets possibles de ces investissements sur le renchérissement des produits alimentaires de base. Cette absence de prise en compte des répercussions des politiques européennes sur d'autres entités géopolitiques compromet fortement la réflexion que Giddens tient, en fin d'ouvrage, concernant le rôle que l'Europe doit tenir sur la scène internationale. Il regrette « une relative impuissance » de l'Europe à ce niveau et plaide pour un plus grand « leadership » (p. 300), mais le lecteur se demande en vain dans quel sens ce leadership peut s'exercer. Le rôle de l'Europe dans le monde consistait-il à maintenir la paix, comme cela est suggéré à un moment ? Ou encore, la spécificité de l'Europe réside-t-elle dans son « mode de vie », tel qu'il est caractérisé précisément par son modèle social ? Faute d'avoir inscrit la réflexion relative à la politique sociale et économique européenne dans un cadre suffisamment large, ces questions fondamentales restent malheureusement sans réponse. ■

Dans son récent ouvrage *La sociologie de Anthony Giddens* (La Découverte, collection « Repères », 2007, 117 p.), Jean Nizet présente les différentes facettes de l'œuvre monumentale de cet auteur, qui propose une théorie générale de la société moderne et une compréhension de l'individu contemporain, en particulier de ses relations intimes et de ses pratiques culturelles.

Jean Nizet y discute également les nombreuses critiques suscitées par l'œuvre de Giddens.

En 2005, il avait déjà publié dans la même collection *La sociologie de Erving Goffman*, avec Natalie Rigaux.

Spécialiste de la sociologie des organisations et de la formation des adultes, il a également publié plusieurs ouvrages dans ces domaines.